

Le 15 octobre 2013

À:

La Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères, Catherine Ashton

Copie au :

Commissaire européen chargé du développement, Andris Piebalgs

Commissaire européen à l'agriculture, Dacian Ciolos

Représentant de l'UE pour les droits de l'homme, Stavros Lambrinidis

Madame la Haute représentante,

La réunion inaugurale du groupe de travail commun entre la Birmanie et l'Union européenne (EU-Myanmar Joint Task Force) se tiendra à Rangoun et Naypyidaw en novembre prochain. Nous demandons instamment à ce que la société civile puisse participer pleinement au groupe de travail et que l'UE reflète ses engagements en faveur la société civile dans le cadre de sa politique d'engagement en Birmanie.

Nos organisations, basées en Europe, travaillent étroitement avec la société civile birmane pour s'assurer que les politiques européennes concernant la Birmanie se basent sur les préoccupations des populations locales et assurent la promotion de la démocratie et des droits de l'homme.

La constitution de ce groupe de travail confirme l'importance que les Présidents José Manuel Barroso et Herman Van Rompuy, et vous-même, accordez au soutien de la transition birmane. Nous accueillons également favorablement le cadre global sur la Birmanie adopté par les Ministres des affaires étrangères de l'Union Européenne en juillet dernier pour soutenir les droits de l'homme, la démocratie ainsi qu'un développement durable et inclusive.

Nous reconnaissons que l'amélioration rapide des relations avec le gouvernement birman, la levée des sanctions, la relance des aides au développement ainsi que l'installation d'une délégation de l'UE à Rangoun, ont largement absorbé les ressources politiques, humaines et

financières de l'UE. Toutefois nous souhaitons rappeler à l'Union Européenne ses engagements, notamment celui d'impliquer la société civile dans ses relations extérieures, et demander à ce que le partenariat entre la Birmanie et l'UE respecte un certain équilibre entre gouvernement et société civile.

Le cadre stratégique de l'UE en matière de droits de l'homme et de démocratie définit en juin 2012, promet une politique étrangère axée sur les droits des populations. Il souligne qu' « *un dialogue effectif avec la société civile constitue la clé de voûte d'une politique des droits de l'homme efficace* ». Cet avis rejoint les conclusions du Conseil de l'Europe d'octobre 2012 qui reconnaît la société civile comme « *un composant crucial et indispensable à toute démocratie* » qui favorise « *le pluralisme et contribue à des politiques plus efficaces, un développement équitable et une croissance inclusive* ». L'UE s'est aussi engagée à soutenir et promouvoir « *un environnement favorable pour une société civile indépendante, active et pluraliste dans les pays partenaires* ».

Dans le cas de la Birmanie, l'UE a confirmé dans son cadre global, qu'elle « *attache beaucoup d'importance à la participation de la société civile à la mise en place des institutions qui seront nécessaires à une démocratie moderne et ouverte à tous* ». À cette fin, elle souhaite « *recourir à l'aide des ONG locales et étrangères, dans la mesure du possible, tout en encourageant le gouvernement et les institutions à instaurer un dialogue et en soutenant les interactions entre l'État et la société civile* ».

Ces engagements ont été salués par nos organisations, malheureusement ils n'ont pas toujours été mis en œuvre. Nos échanges avec nos partenaires locaux, les ONGs et les activistes en Birmanie, laissent à penser que l'UE n'a en effet pas réussi à tenir informer la population birmane quant à ses politiques et ses projets, ni à l'impliquer comme il se doit. Alors que l'argent des bailleurs inonde le pays, l'UE devrait reconnaître que sa valeur ajoutée n'est pas seulement d'apporter des financements supplémentaires, mais plutôt de faire participer, d'accompagner et de soutenir politiquement l'existence d'une société civile indépendante et vibrante.

Actuellement, l'UE cherche à normaliser avant tout ses relations avec le gouvernement birman, en dépit de ses engagements pris envers la société civile. Cette perception, à tort ou

à raison, décrédibilise les politiques européennes dans le pays, maintient la société civile en dehors des processus politiques pour finalement affaiblir ses chances d'évolution vers une transition démocratique.

Quelques bons exemples prouvent pourtant que l'UE peut permettre de faciliter le dialogue avec les responsables politiques. C'est notamment le cas du Civil Society Dialogue Network (CSDN), un projet mené par le Bureau européen de liaison pour construction de la paix (EPLO), conjointement avec le Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE).

Nous regrettons vivement que la première réunion du CSDN à Rangoun, initialement prévue en octobre, ait été reportée. Plutôt que de participer au processus de paix avec les acteurs de la société civile en donnant suite à la première réunion, le SEAE a montré qu'un tel dialogue représentait plus un risque pour l'UE qu'une opportunité.

Néanmoins, nous saluons les objectifs du Groupe de travail qui s'efforce d'accompagner la transition de façon plus inclusive. Cela représente pour l'UE une réelle opportunité de montrer l'importance qu'elle accorde à l'engagement de la société civile. À cet égard, nous souhaitons soutenir la résolution du Parlement Européen du 13 juin 2013 et rappeler ses recommandations, notamment « *que soit incluse une composante de la société civile forte et visible, dans laquelle les Rohingyas soit représenté, dans le groupe de travail Myanmar-UE* ».

Nous vous exhortons à veiller à ce qu'une véritable participation de la société civile soit garantie dans tous les domaines de compétence du groupe de travail, sans être limitée aux thématiques liées à la démocratie et aux droits de l'homme. Les discussions portant sur les investissements et le développement doivent également bénéficier de la présence de représentants de la société civile. Lorsque le groupe de travail se déplacera à Naypyidaw, les organisations de la société civiles devront être présentes et si elles ne peuvent pas participer aux discussions, elles devront être informées et consultées préalablement.

Nous encourageons également le SEAE à informer son personnel au sein de la délégation à Rangoun, pour que soit reflétée la haute priorité accordée à la Birmanie. Cela comprend de placer **les droits de l'homme en point de mire, d'organiser des consultations régulières entre la société civile et le nouveau chef de la Délégation, et de favoriser un engagement**

avec une large sélection de groupes de la société civile, notamment dans l'objectif d'assurer un dialogue éclairé et solide sur les droits de l'homme.

Les politiques actuelles de l'UE concernant la Birmanie sont généralement bien inférieures aux exigences annoncées dans le cadre stratégique des droits de l'homme et à ses engagements relatifs à la société civile dans le cadre de ses relations extérieures. Nous sommes convaincus que plus vite le SEAE s'engagera concrètement avec la société civile en concordance avec ses propres politiques, plus vite les bénéfices d'un partenariat avec l'UE se feront au-delà de Naypyidaw.

Le groupe de travail conjoint entre la Birmanie et l'UE constitue une formidable opportunité pour réajuster l'approche verticale de l'UE. Nous nous réjouissons du soutien de l'UE pour l'inclusion de la société civile dans le processus politique, cela illustre son engagement pour une démocratie profonde et durable en Birmanie.

En vous remerciant de prendre en compte nos préoccupations et recommandations, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de notre plus haute considération.

Organisations signataires:

Actions Birmanie (Belgique)

Austrian Burma Center

Burma Action Ireland

Burma Aktion (Allemagne)

Burma Campaign UK

Burma Partnership

Christian Solidarity Worldwide

FIDH - Federation international des droits de l'home

Info Birmanie

Norwegian Burma Committee

Olof Palme International Center

Society for Threatened Peoples – Germany

Swedish Burma Committee